

**QUÉBEC**  
**MUNICIPALITÉ DE SAINTE-CROIX**  
**M.R.C. DE LOTBINIÈRE**

**RÈGLEMENT NUMÉRO 490-2012**

---

**RÈGLEMENT RELATIF À L'INSTALLATION  
ET À L'ENTRETIEN DES INSTALLATIONS  
SEPTIQUES**

---

SÉANCE ORDINAIRE du conseil municipal de Sainte-Croix, M.R.C. de Lotbinière, tenue le troisième jour du mois de juillet 2012, à 20h00, à l'endroit ordinaire des délibérations du conseil, à laquelle assemblée étaient présents :

LE MAIRE :  
Monsieur Jacques Gauthier

LES CONSEILLERS :  
Monsieur Jean Lafleur  
Monsieur Berchmans Dancause  
Monsieur Michel Routhier  
Monsieur Jean-Pierre Ducruc  
Monsieur Gratien Tardif  
Monsieur Michel Cameron

Tous membres du conseil et formant quorum.

**ATTENDU QUE** la municipalité est responsable de l'application du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* (R.R.Q., c. Q-2, r.22);

**ATTENDU QUE** les pouvoirs sont attribués à la municipalité en matière d'environnement, de salubrité et de nuisances par la *Loi sur les compétences municipales* (L.R.Q., c. C-47.1);

**ATTENDU QUE** le traitement des rejets des résidences isolées et autres bâtiments revêt une grande importance en matière de santé publique et de qualité de l'environnement;

**ATTENDU QU'**un traitement inadéquat des rejets des résidences isolées et autres bâtiments est susceptible d'avoir une incidence nocive sur la qualité de l'environnement;

**ATTENDU QU'**en matière de nuisances et d'insalubrité, le droit acquis n'existe pas;

**ATTENDU QU'**il n'existe pas de droit acquis à la pollution de l'environnement;

**ATTENDU QUE** la morphologie des sols de la municipalité est propice à la mise en place de système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet;

**ATTENDU QUE** la municipalité désire s'assurer de l'entretien adéquat des systèmes de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet;

**ATTENDU QUE** l'article 25.1 de la *Loi sur les compétences municipales* qui prévoit que « toute municipalité peut, aux frais du propriétaire de l'immeuble, installer, entretenir tout système de traitement des eaux usées d'une résidence isolée au sens du *Règlement sur le traitement et l'évacuation des eaux usées des résidences isolées* (R.R.Q., c. Q-2, r.22) ou le rendre conforme à ce règlement. Elle peut aussi procéder à la vidange des fosses septiques de tout autre immeuble. »;

## SUITE DU RÈGLEMENT NUMÉRO 490-2012

**ATTENDU QUE** l'article 95 de la Loi sur les compétences municipales qui prévoit que « toute municipalité locale peut installer sur un immeuble tout équipement ou appareil ou y faire tous travaux nécessaires à l'exercice de ses compétences » et qu'à ces fins, « les employés de la municipalité ou les personnes qu'elle autorise peuvent entrer dans ou circuler sur tout immeuble à toute heure raisonnable »;

**ATTENDU** qu'un avis de motion a été donné le cinquième jour du mois de juin 2012 relativement à ce règlement;

**ATTENDU QU'**il y a dispense de lecture pour ce règlement, les membres de ce conseil déclarent l'avoir lu et renoncent à sa lecture;

**IL EST PROPOSÉ PAR : Jean-Pierre Ducruc**

**APPUYÉ PAR : Michel Cameron**

**ET RÉSOLU UNANIMEMENT**

**IL EST ORDONNÉ ET STATUÉ PAR CE RÈGLEMENT DE CE CONSEIL PORTANT LE NUMÉRO 490-2012 ET CE CONSEIL ORDONNE ET STATUE COMME SUIT :**

### **CHAPITRE I : DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES**

#### **1.1. TITRE DU RÈGLEMENT**

Le présent règlement porte le titre de "Règlement relatif à l'installation et à l'entretien des installations septiques".

#### **1.2. TERRITOIRE TOUCHÉ**

Les dispositions du présent règlement s'appliquent à l'ensemble du territoire sous juridiction de la municipalité de Sainte-Croix.

#### **1.3. INTERPRÉTATION DES TITRES, TABLEAUX, CROQUIS ET SYMBOLES**

Les titres, tableaux, croquis et symboles utilisés dans le présent règlement en font partie intégrante à toutes fins que de droit. En cas de contradiction entre ces titres, tableaux, croquis et symboles et le texte proprement dit, le texte prévaut.

#### **1.4. NUMÉROTATION**

Le tableau reproduit ci-dessous illustre le mode de numérotation utilisé dans ce règlement :

**2.2** .....(ARTICLE).....

**2.2.1** .....(ARTICLE).....

**2.2.2** .....(ARTICLE).....

.....(ALINÉA).....

.....

1. ....(PARAGRAPHE).....

a) ....(SOUS-PARAGRAPHE).....

b) ....(SOUS-PARAGRAPHE).....

2. ....(PARAGRAPHE).....

## SUITE DU RÈGLEMENT NUMÉRO 490-2012

### **1.5. TERMINOLOGIE**

#### **1.5.1. Officier municipal**

L'officier responsable de l'application du présent règlement est le fonctionnaire désigné en vertu de la loi.

## **CHAPITRE II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES À L'INSTALLATION ET À L'ENTRETIEN DES INSTALLATIONS SEPTIQUES**

### **2.1. PRÉAMBULE**

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.

### **2.2. OBJET**

Le présent règlement vise à assurer l'application du Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées, ci-après appelé Q-2, r.22.

### **2.3. NÉCESSITE DU PERMIS**

Toute personne désirant procéder à une construction ou à des travaux entraînant l'application du Q-2, r.22 doit obtenir, au préalable, un permis de la municipalité autorisant la construction ou les travaux mentionnés lors de la demande.

### **2.4. CONDITIONS D'OBTENTION D'UN PERMIS**

La construction ou les travaux doivent être conformes à toutes normes imposées par la Loi ou par la réglementation municipale.

La demande de permis doit être accompagnée des documents mentionnés à l'article 4.1 du Q-2, r.22.

Si le dispositif doit desservir un bâtiment autre qu'une résidence isolée, les renseignements et documents mentionnés ci-dessus doivent être préparés et signés par un ingénieur, membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec. Ces renseignements et documents doivent être accompagnés d'une attestation de l'ingénieur suivant laquelle le dispositif sera conforme au Q-2, r.22 et qu'il sera en mesure de traiter les eaux usées compte tenu de leurs caractéristiques.

### **2.5. ATTESTATION DE CONFORMITÉ**

La surveillance de travaux visant une installation septique doit être assurée par un membre d'un ordre professionnel compétent en la matière. Cette personne doit attester par écrit que l'installation septique est conforme aux plans et devis préalablement approuvés par l'officier municipal.

Cette attestation de conformité doit être accompagnée d'un rapport contenant un plan d'implantation de l'installation septique telle que construite ainsi que des photographies de ces composantes et des différentes étapes de la construction.

Cette attestation de conformité doit être transmise au Service d'urbanisme de la municipalité au plus tard 30 jours après la mise en place des installations septiques.

### **2.6. PREUVE DE VIDANGE**

Une installation septique utilisée à longueur d'année doit être vidangée au moins une fois tous les 2 ans. Une installation septique utilisée de façon saisonnière doit être vidangée au moins une fois tous les 4 ans.

## SUITE DU RÈGLEMENT NUMÉRO 490-2012

Tous les propriétaires d'une fosse septique ou d'une fosse de rétention doivent faire parvenir une preuve de la vidange au Service d'urbanisme de la municipalité. Cette preuve est constituée d'une copie de la facture de l'entrepreneur qui effectue la vidange. Le nom du propriétaire ainsi que l'adresse où la vidange a été effectuée doivent être inscrits sur la facture.

### **2.7. INSPECTION**

L'officier municipal, ou toute personne désignée par la municipalité, est autorisé à visiter et à examiner, entre 7h et 19h, tout terrain où se trouve une résidence isolée ou un autre bâtiment afin de vérifier le bon fonctionnement de l'installation septique.

Tous les propriétaires, locataires ou occupants de résidences isolées ou d'autres bâtiments doivent recevoir l'officier municipal et répondre aux questions qui lui sont posées concernant l'application du présent règlement.

Tous les propriétaires, locataires ou occupants des résidences isolées ou d'autres bâtiments doivent permettre l'accès à l'installation septique à l'officier municipal.

### **2.8. TEST D'ÉTANCHÉITÉ**

En tout temps, sur les heures d'inspection, la municipalité peut réaliser ou faire réaliser, à ses frais, un test d'étanchéité d'une fosse septique ou tout autre test du système d'épuration. L'officier municipal doit aviser par écrit le propriétaire des lieux au moins 48 heures à l'avance. La municipalité doit procéder, à ses frais, à la remise en état des lieux le cas échéant.

## **CHAPITRE III : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À L'UTILISATION ET À L'ENTRETIEN DES SYSTÈMES DE TRAITEMENT TERTIAIRE DE DÉSINFECTION PAR RAYONNEMENT ULTRAVIOLET**

### **3.1. INSTALLATION ET UTILISATION**

Un système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet doit être installé par un entrepreneur autorisé et utilisé conformément aux guides du fabricant.

Il est interdit de ne pas brancher, de débrancher ou de ne pas remplacer la lampe d'un système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet.

### **3.2. ENTRETIEN PÉRIODIQUE OBLIGATOIRE**

La municipalité pourvoit à l'entretien de tout système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet, comme le prévoit l'article 87.14.1 du Q-2, r.22, lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1. elle a conclu un contrat d'entretien avec le fabricant du système installé, son représentant ou toute autre personne qualifiée pour en faire l'entretien, répondant aux exigences de toute réglementation applicable et du guide du fabricant;
2. dans le cas où le contrat d'entretien est conclu avec une personne accréditée qui n'est pas le fabricant ou son représentant, le fabricant délivre avec le système à être installé un protocole d'entretien de ce système;
3. elle a conclu une entente avec le propriétaire de la résidence isolée ou avec le propriétaire et l'occupant, lorsque le propriétaire n'est pas l'occupant, dans laquelle :

## **SUITE DU RÈGLEMENT NUMÉRO 490-2012**

- a. le propriétaire ou l'occupant reconnaît avoir pris connaissance des exigences du contrat d'entretien conclu entre la municipalité et le fabricant du système à être installé, son représentant ou la personne qualifiée pour en faire l'entretien, selon le cas;
- b. le propriétaire ou l'occupant s'engage à donner accès en tout temps à la personne liée par contrat avec la municipalité, sur préavis de 48 heures, et à permettre et à faciliter les travaux d'entretien du système à être entretenu par cette personne;
- c. le propriétaire ou l'occupant dégage la municipalité de toute responsabilité qui ne serait pas directement reliée aux travaux d'entretien, incluant, sans limiter la portée de ce qui précède, l'usure normale du système, sa désuétude, son inefficacité, son dysfonctionnement, son remplacement, ses vices de conception ou de fabrication, etc.;
- d. le propriétaire s'engage à payer à la municipalité le tarif qui lui est imposé et qui comprend les frais d'entretien du système à être installé, les frais d'administration équivalent à 10% des frais d'entretien et tous autres frais inhérents à l'entretien;
- e. le propriétaire ou l'occupant s'engage à informer tout acquéreur ou tout nouvel occupant qu'il est lié par contrat avec la municipalité et que le maintien du système installé est conditionnel à la signature par l'acquéreur ou le nouvel occupant d'une entente identique avec la municipalité;
- f. le propriétaire ou l'occupant s'engage à respecter les normes d'utilisation de l'installation septique fournie par le fabricant.

Cette prise en charge de l'entretien par la municipalité n'exempte en aucun cas le fabricant, l'installateur ni le propriétaire ou l'occupant, de leurs responsabilités et de leurs obligations vis-à-vis ledit système.

### **3.3. CONTRAT D'ENTRETIEN**

Le maire et le directeur général de la municipalité sont autorisés à signer un contrat d'entretien avec le fabricant d'un système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet, son représentant ou toute autre personne qualifiée pour en faire l'entretien, dans la mesure où le fabricant du système est titulaire d'un certificat délivré par le Bureau de normalisation du Québec établissant la conformité du produit à la norme visée et si le produit est revêtu de la marque de conformité approuvée du Bureau.

Le contrat d'entretien doit prévoir :

1. que la personne qui obtient le contrat d'entretien est reconnue par le fabricant comme étant habilitée à en faire l'entretien et qu'elle le demeure pendant toute la durée du contrat, si cette personne n'est pas le fabricant du système ou son représentant;

## **SUITE DU RÈGLEMENT NUMÉRO 490-2012**

2. que la personne qui fait l'entretien d'un système en vertu du contrat doit suivre le protocole d'entretien émis par le fabricant et ses modifications, le cas échéant;
3. que la personne qui fait l'entretien d'un système en vertu du contrat doit remettre à la municipalité, dans les 90 jours suivant la visite relative à l'entretien, deux copies du rapport d'entretien qu'il doit produire pour chaque entretien d'un système installé. La municipalité achemine une des deux copies du rapport au propriétaire de l'immeuble visé et conserve l'autre copie dans ses archives.

Lorsqu'elle est liée par un contrat d'entretien avec le fabricant d'un système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet, son représentant ou toute autre personne qualifiée pour en faire l'entretien, la municipalité donne aux propriétaires ou occupants ayant signé une entente, conformément à l'article 3.2 de ce règlement, un préavis de 48 heures de toute visite d'entretien à être effectué par la personne qui doit effectuer l'entretien du système. Aux fins du présent alinéa, la municipalité s'entend avec le responsable de l'entretien pour que lui soit transmise la liste des visites prévues, dans un délai lui permettant de respecter le délai de préavis à être donné aux propriétaires ou occupants.

Il incombe au propriétaire ou à l'occupant de s'assurer que le système de traitement installé est accessible à la personne responsable de l'entretien au moment indiqué dans le préavis donné en vertu du deuxième alinéa de l'article 3.3 du présent règlement et qu'aucun obstacle ne vient nuire à l'entretien du système ou le rendre plus difficile. Le propriétaire ou l'occupant doit notamment identifier, de manière visible, l'emplacement des ouvertures de son installation de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet et voir à ce qu'elles soient libres de toute obstruction.

### **3.4. RAPPORT D'ANALYSE DES ÉCHANTILLONS D'EFFLUENT**

Tout rapport d'analyse d'un échantillon de l'effluent d'un système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet, prélevé conformément aux normes du fabricant, doit être conservé pour une période de 5 ans.

### **3.5. TARIFICATION**

Aux fins du financement du service d'entretien des systèmes de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet, la municipalité impose aux propriétaires des immeubles où sont installés un tel système un tarif établi en fonction des frais d'entretien prévus au contrat intervenu entre le fabricant du système installé, son représentant ou toute autre personne qualifiée pour en faire l'entretien, incluant le coût des pièces utilisées, ainsi que des frais d'administration équivalents à 10% des frais d'entretien.

Lorsque le propriétaire ou l'occupant ne permet pas d'effectuer l'entretien lors de la première visite et qu'une visite supplémentaire est nécessaire, les frais des visites sont facturés au propriétaire.

Tous les frais prévus au premier et deuxième alinéa de cet article sont payables au plus tard 30 jours après la date de facturation. Le paiement doit être versé au comptant, par chèque à l'ordre de la municipalité de Sainte-Croix, ou par virement bancaire. Un intérêt, selon le taux fixé par règlement du Conseil municipal pour la perception des comptes de taxes foncières en souffrance, est chargé sur tout compte impayé après la date d'échéance. Toute somme due à la municipalité en vertu du présent règlement est assimilée à une taxe foncière.

SUITE DU RÈGLEMENT NUMÉRO 490-2012

**CHAPITRE IV : DISPOSITIONS PÉNALES**

**4.1. INFRACTION ET AMENDES**

Toute personne qui contrevient au présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins 500,00 \$ et d'au plus 2 000,00 \$ dans le cas d'une première infraction et d'une amende d'au moins 1 000,00 \$ et d'au plus 4 000,00 \$ pour une récidive.

Quiconque contrevient à l'article 20 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q. chapitre Q-2) commet une infraction et est passible d'amende en vertu de l'article 115.32 de cette même loi.

**CHAPITRE V : DISPOSITIONS FINALES**

**5.1. ABROGATION DE CERTAINES DISPOSITIONS DE RÈGLEMENTS**

Le présent règlement remplace toutes les dispositions du règlement numéro 324-2003 relatif à l'application du règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées.

**5.2. ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

ADOPTÉ À SAINTE-CROIX DE LOTBINIÈRE, CE TROISIÈME JOUR DU MOIS DE JUILLET EN L'AN DEUX MILLE DOUZE.

---

Jacques Gauthier  
Maire

---

France Dubuc  
Directrice générale adjointe  
et secrétaire-trésorière adjointe

**SUITE DU RÈGLEMENT NUMÉRO 490-2012**  
**ANNEXE A**

**ENTENTE D'ENTRETIEN POUR LES SYSTÈMES DE TRAITEMENT TERTIAIRE DE DÉSINFECTION  
PAR RAYONNEMENT ULTRAVIOLET**

Nom du propriétaire :

Nom de l'occupant (si différent du  
propriétaire) :

Adresse civique où se trouve le système  
tertiaire :

Sainte-Croix, Québec  
G0S 2H0

Numéro de téléphone du propriétaire :

- -

Numéro de téléphone de l'occupant (si  
différent du propriétaire) :

- -

**À REMPLIR PAR LE PROPRIÉTAIRE**

Je reconnais avoir pris connaissance des exigences du contrat d'entretien conclu entre la municipalité et le fabricant du système à être installé, son représentant ou la personne qualifiée pour en faire l'entretien, selon le cas  Oui

Je m'engage à donner accès en tout temps à la personne liée par contrat avec la municipalité, sur préavis de 48 heures, et à permettre et à faciliter les travaux d'entretien du système à être entretenu par cette personne  Oui

Je dégage la municipalité de toute responsabilité qui ne serait pas directement reliée aux travaux d'entretien, incluant, sans limiter la portée de ce qui précède, l'usure normale du système, sa désuétude, son inefficacité, son dysfonctionnement, son remplacement, ses vices de conception ou de fabrication, etc.  Oui

Je m'engage à payer à la municipalité le tarif qui lui est imposé et qui comprend les frais d'entretien du système à être installé, les frais d'administration équivalent à 10% des frais d'entretien et tous autres frais inhérents à l'entretien  Oui

Je m'engage à informer tout acquéreur ou tout nouvel occupant qu'il est lié par contrat avec la municipalité et que le maintien du système installé est conditionnel à la signature par l'acquéreur ou le nouvel occupant d'une entente identique avec la municipalité  Oui

Je m'engage à respecter les normes d'utilisation de l'installation septique fournie par le fabricant  Oui

**À REMPLIR PAR L'OCCUPANT, SI DIFFÉRENT DU PROPRIÉTAIRE**

Je reconnais avoir pris connaissance des exigences du contrat d'entretien conclu entre la municipalité et le fabricant du système à être installé, son représentant ou la personne qualifiée pour en faire l'entretien, selon le cas  Oui

Je m'engage à donner accès en tout temps à la personne liée par contrat avec la municipalité, sur préavis de 48 heures, et à permettre et à faciliter les travaux d'entretien du système à être entretenu par cette personne  Oui

Je dégage la municipalité de toute responsabilité qui ne serait pas directement reliée aux travaux d'entretien, incluant, sans limiter la portée de ce qui précède, l'usure normale du système, sa désuétude, son inefficacité, son dysfonctionnement, son remplacement, ses vices de conception ou de fabrication, etc.  Oui

Je m'engage à payer à la municipalité le tarif qui lui est imposé et qui comprend les frais d'entretien du système à être installé, les frais d'administration équivalent à 10% des frais d'entretien et tous autres frais inhérents à l'entretien  Oui

Je m'engage à informer tout acquéreur ou tout nouvel occupant qu'il est lié par contrat avec la municipalité et que le maintien du système installé est conditionnel à la signature par l'acquéreur ou le nouvel occupant d'une entente identique avec la municipalité  Oui

Je m'engage à respecter les normes d'utilisation de l'installation septique fournie par le fabricant  Oui

Propriétaire :

Occupant :

Date :

Responsable de l'urbanisme :